

1,5 M\$ pour garder 43 employés du tramway

Le Journal de Québec · 03 juil. 2024 · 7 · TAÏEB MOALLA

Le comité exécutif de la Ville de Québec vient de voter une somme de 1,5 M\$ qui permettra de payer et de maintenir en place, durant quatre mois, 43 employés du bureau de projet du tramway.

C'est ce qu'on peut lire dans ce document rendu public hier.

Après la mise sur pause du tramway, en novembre 2023, le gouvernement Legault a assumé les salaires de 117 ressources jugées essentielles du bureau de projet du tramway pour les six premiers mois de l'année 2024.

Il a ensuite confirmé leur maintien en poste pour la période entre le 1er juillet et le 31 octobre. Pour 46 autres employés jugés « excédentaires », la Ville de Québec a continué de les payer (2,5 M\$ à titre de salaires) durant un laps de temps de six mois tout en les relocalisant en fonction de leurs expertises.

Le nouveau sommaire décisionnel prévoit que la Ville va couvrir une autre somme de 1,5 M\$ pour assumer les salaires de 43 ressources (trois employés ont soit quitté la Ville soit retrouvé d'autres unités administratives entre-temps) du bureau de projet, du 1er juillet au 31 octobre 2024.

La suite des choses sera connue lorsqu'on aura davantage de précisions quant à la gouvernance et au financement de la nouvelle mouture du projet de tramway.

14 M\$ VERSÉS À UN CONSORTIUM

D'autre part, le même comité exécutif de vendredi dernier a confirmé le versement de 14 M\$ à titre de compensation pour Mobilité de la Capitale, le seul consortium qui était encore en lice au moment où le maire de Québec, Bruno Marchand, a annulé ce processus à l'automne 2023, quelques jours avant la mise sur pause du mégaprojet par le gouvernement Legault.

« Cette allocation représente la contribution de la Ville de Québec aux frais, aux dépenses, à la perte d'occasions d'affaires et à tous les autres frais et dommages directs et indirects rattachés au processus d'approvisionnement », peut-on lire.

On précise également que la somme « inclut aussi l'achat de tous les droits de propriété intellectuelle, incluant les plans et devis et l'ensemble des documents produits dans le cadre de la démarche, se rattachant à la proposition technique reçue de Mobilité de la Capitale le 24 août 2023 ».

Les 14 M\$ sont puisés à même le budget de 924,6 M\$ qui a été autorisé jusqu'à maintenant pour la réalisation du tramway.

DES RÉACTIONS

Appelé à réagir, le maire de Québec, Bruno Marchand, a soutenu, hier après-midi, que la proposition technique fournie par le consortium « permet de sauver énormément. Le 14 M\$ peut sembler élevé, mais si ça nous permet de sauver six mois de travail, imaginez l'argent qu'on vient de sauver parce qu'on n'aura pas à recommencer ».

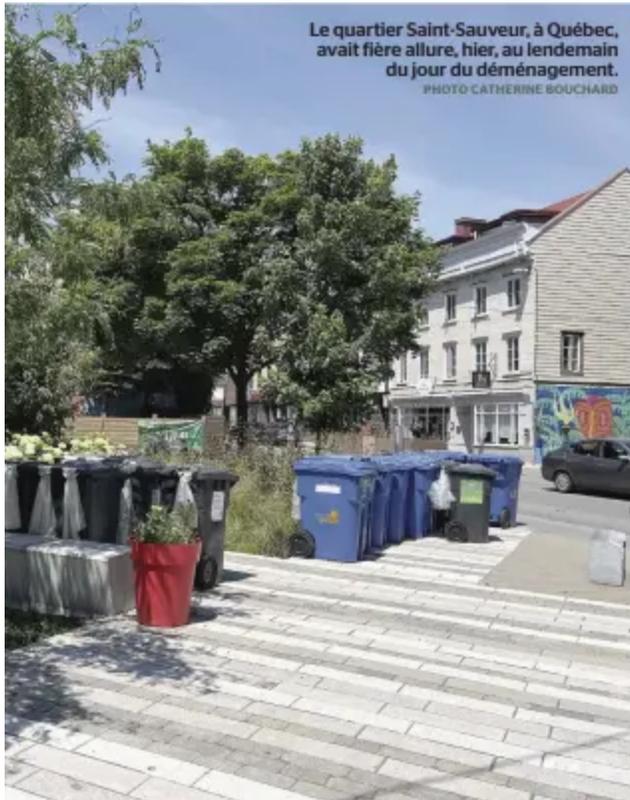
De son côté, Patrick Paquet, chef non élu d'équipe Priorité Québec, s'est étonné de la somme de 14 M\$.

Il a soutenu que, selon sa compréhension du contrat, le maximum de dédommagement aurait dû être de 5 M\$. Or, au cabinet du maire, on a maintenu le chiffre de 14 M\$.

La ville de Québec particulièrement propre au lendemain du 1er juillet

Le Journal de Québec · 03 juil. 2024 · 2 · CATHERINE BOUCHARD

Au lendemain de la journée du déménagement, la Ville de Québec était déjà à pied d'oeuvre pour collecter les ordures, les déchets imposants et les cartons laissés au bord du chemin par de nouveaux occupants.



Si quelques bacs d'ordures et de recyclage semblaient avoir été oubliés depuis quelques collectes, notamment dans La Cité-limoilou, la majorité était déjà ramassée.

D'ailleurs, plusieurs véhicules de collecte de recyclage et d'ordures circulaient et des employés s'affairaient à la collecte sous un soleil radieux.

Et il n'y a pas eu de répit malgré le jour férié de lundi. « Les collectes avaient lieu malgré le férié. Les équipes passaient, que ce soit pour le recyclage, les ordures ou la collecte des encombrants pour ceux qui avaient déjà fait les demandes », indique Jean-pascal Lavoie, porte-parole de la Ville de Québec.

Les écocentres étaient également ouverts lors de la fête du Canada.

ATTÉNUER LES IMPACTS

La Ville prévoit chaque année des mesures supplémentaires lors de la période de déménagement pour la collecte d'ordures, d'encombrants et de recyclage, et ainsi atténuer les impacts que le tout peut entraîner.

« La période de déménagement [dure] un mois et débute le lundi de la dernière semaine de juin. L'an dernier, pendant cette période, nous avons eu 12 500 demandes de collecte [encombrants], ce qui représente 25 % de nos demandes annuelles. Nous nous préparons

donc en conséquence, mais nous n'avons pas encore de statistiques pour cette année », souligne le porte-parole.

Diverses méthodes de communication sont utilisées par la Ville afin de sensibiliser les citoyens et de les préparer à un déménagement sans trop de tracas. Notamment en ce qui concerne les inscriptions à la collecte des encombrants.

« Dès la fin mai, des efforts de communication particuliers sont mis pour informer les citoyens et les inciter à s'inscrire à la collecte des encombrants », poursuit M. Lavoie.

UNE VIGIE

La Ville assure toutefois une vigie afin de débarrasser la voie publique des encombrants qui ne sont pas inscrits.

« Nous collectons les encombrants non inscrits les fins de semaine. Nous effectuons [une surveillance] des arrondissements pour répertorier les adresses non enregistrées à la collecte, et nous dirigeons celle-ci de fin de semaine vers ces endroits », termine le porte-parole.

Une grève aurait des impacts sur le FEQ

L'impasse persiste entre la Ville et les cols bleus

Le Journal de Québec · 03 juil. 2024 · 8 · STÉPHANIE MARTIN

La grève possible des cols bleus à Québec pendant le Festival d'été pourrait avoir des « conséquences » comme des ordures non ramassées, convient le maire, qui est tout de même « rassuré » que les discussions se poursuivent à la table de négociation.



La Ville de Québec a un plan de contingence advenant que les employés manuels en viennent à déclencher la grève pendant six jours, du 10 au 15 juillet, a indiqué le maire Bruno Marchand. Mais en plein Festival d'été de Québec (FEQ), il pourrait y avoir des impacts, dit-il. Les cols bleus sont entre autres responsables d'assurer la propreté des lieux près des sites du FEQ et le ramassage des matières résiduelles.

CONSÉQUENCES

« Nos équipes travaillent là-dessus depuis des semaines. Un moyen de pression, ça ne se fait pas sans conséquences. Il y a aura des conséquences et des choses qui ne seront pas faites comme elles le sont d'habitude. »

Néanmoins, le maire rappelle que les discussions se poursuivent pour dénouer l'impasse. « C'est la preuve que les deux parties ont le goût [de régler le problème]. Il n'y a pas de silence à la table, il y a des volontés communes de régler. Ça me rassure que cette semaine, ça discute

fort, que les deux travaillent à ce que ça aille le plus rapidement possible et qu'on évite ce moyen de pression là. C'est ce que je souhaite. »

Il affirme que l'intention de la Ville est de continuer à travailler pour arriver à une entente. Des discussions se déroulent aussi pour établir les services essentiels.

DEUX ENTENTES DE PRINCIPE

Le maire se réjouit que la Municipalité ait obtenu une entente de principe avec deux « grands syndicats », soit les professionnels et les fonctionnaires. « Dans ce contexte-là, ça va très bien. »

Déjà, les cols bleus ont observé trois jours de grève en juin. La convention collective des employés manuels est échue depuis le 31 décembre 2023.